



**Pour n'avoir pas veillé à la transparence et la clarté dans la gestion des lignes 94 et 65, devenues la chasse gardée de certains de ses proches collaborateurs avides de pouvoir, le président de la République s'expose à un procès au tribunal de l'Histoire.**

La République du laisser-aller ! C'est comme enfoncer une porte ouverte que de dire qu'il y'a comme un laxisme dans l'obsession de certains pontes du régime à braquer les caisses de l'Etat sans en être inquiéter. Des milliards de Fcfa sont outrageusement ponctionnés depuis des années sans que personne ne s'en émeuve. Au nom d'une quelconque appartenance aux cercles du pouvoir, certains hauts commis de l'Etat ont développé des stratagèmes les plus abjects pour piller la fortune publique. Le Messenger, dans sa démarche avant-gardiste, sonnait l'alarme dans son édition du vendredi 25 février dernier lorsqu'il faisait remarquer que Ferdinand Ngoh Ngoh, le ministre d'Etat/Secrétaire d'Etat à la présidence de la République aurait perçu 123 milliards 900 millions Fcfa sur la ligne 94 en 9 ans de magistrature.

Un scandale de trop pour lequel il risque d'y laisser des plumes. En gestionnaire qui ne rend compte à personne, l'homme qui s'est arrogé la fameuse formule « sous hautes instructions du Chef de l'Etat » pour justifier cette gabegie outrancière, a créé un réseau de prédateurs de la fortune publique sous l'œil et la barbe de son patron le président de la République qui sera jugé au crépuscule de son mandat avec une forte probabilité de « payer les pots cassés » en lieu et place de son prétendu fidèle collaborateur. Car, à l'allure où les lignes budgétaires

logées au ministère de l'Economie, de la planification et de l'aménagement du territoire (Minepat) et servant depuis des décennies à financer des opérations qui régulièrement n'apparaissent pas dans les lignes budgétaires classiques, sont siphonnées, l'homme du 6 novembre 1982 court lui aussi le risque de se voir imputer ces actes ignobles posés par son entourage.

## **Motaze, Alamine et Evou Mekou doivent sévir**

Il est inconcevable que certains individus, usant d'un pseudo accord du chef de l'Etat, arrivent à couler une ligne dotée de près de 800 milliards Fcfa, avec l'appui d'un «réseau» tapie au ministère des Finances et qui leur confère la quasi-assurance de voir ces différentes sollicitations financières auprès du Trésor public acceptées sans la moindre contestation. Des décaissements frauduleux qui risquent d'être imputés à la gouvernance instaurée par Paul Biya depuis son accession à la magistrature suprême. N'est-il pas temps pour Louis Paul Motaze et Dieudonné Evou Mekou, les deux neveux du « capitaine des grandes opportunités » de mettre un terme à cette saignée qui pourrait retomber sur leur estimé oncle qui leur a fait confiance en les confiant des postes aussi stratégiques que le ministère des Finances et le vice-gouvernorat de la Banque des Etats de l'Afrique centrale (Beac) ?

Le premier dont on connaît la rigueur dans la gestion et le fonctionnement du Minfi devrait mettre sur pied une « brigade » pour traquer ces hors-la loi qui n'ont d'yeux que pour le pillage des fonds publics. L'accent doit également être mis sur la coordination de l'action des services centraux, déconcentrés et extérieurs et surtout des mouvements opérés sur ces lignes budgétaires de souveraineté. Tout comme il doit redoubler de vigilance dans la sécurité des circuits de la dépense.

Quant au deuxième qui n'est autre que le fils d'Elisabeth Mekou, sœur cadette du Chef de l'Etat, en tant que garant de l'orientation de la politique budgétaire, celui qui est par ailleurs Directeur général de la Caisse autonome d'amortissement du Cameroun (Caa), devrait contribuer à la sécurisation de ces lignes qui servent de plus en plus à financer des opérations secrètes sous fond d'accusations de malversations financières.

Ce d'autant plus qu'au sein du régime, la bataille des intérêts égoïstes et personnels, la guerre de leadership, le combat de la succession de Biya, sont plus que jamais d'actualité. Idem pour Alamine Ousmane Mey qui doit impérativement mettre hors d'état de nuire certains collaborateurs véreux qui ont l'habitude de lui faire des crocs-en-jambe dans la gestion des fonds notamment dans la programmation et des investissements publics au ministère de l'Economie de la planification et de l'aménagement du territoire. Un département ministériel connu pour la sensibilité des dossiers impliquant l'avenir économique du pays.